

## De qui se moque-t-on ?

GEORGES DE KERCHOVE<sup>1</sup>

Faut-il être pour ou contre la soupe populaire ? Dans la même perspective, faut-il être pour ou contre la distribution aux pauvres des denrées alimentaires invendues dans les grandes surfaces ? Ou encore, et c'est toujours la même idée, faut-il applaudir l'initiative parlementaire qui vise à encourager cette distribution par des mesures fiscales dont bénéficieraient les grandes surfaces ?

Les chantres de cette initiative rappellent que, dans notre pays, 600 000 tonnes de denrées alimentaires finissent dans les poubelles alors que 200 000 personnes ne disposeraient pas d'une alimentation suffisante. Ainsi donc, grâce à cette mesure, chaque personne mal nourrie disposerait théoriquement d'un supplément appréciable de nourriture, même si le gaspillage s'observe surtout dans les ménages et dans la restauration. Sur papier, le problème de la malnutrition en Belgique serait résolu et tout le monde sans exception vivrait bien.

Mais de qui se moque-t-on ? On aurait donc accepté pendant des décennies que des gens restent mal nourris alors qu'une telle mesure, très simple à mettre en œuvre, réglerait le problème. Elle ne lèse personne, certainement pas les actionnaires des grandes surfaces qui y trouvent un avantage fiscal, et elle permettrait à tous de manger à sa faim.

Le scandale, c'est que dans un pays comme le nôtre qui a tissé depuis la dernière guerre des mailles serrées d'un filet social, des personnes de plus en plus nombreuses ne parviennent toujours pas à nouer les deux bouts. Le scandale, c'est que des personnes doivent encore mendier en baissant les yeux pour survivre, ou faire la file dans les soupes populaires, quelle qu'en soit la forme. Le scandale, c'est qu'il y ait encore des personnes réduites à loger dans des habitations indignes ou à même la rue. Le scandale, c'est qu'il y ait encore dix pour cent d'illettrés, qu'il y ait des familles dont les enfants sont placés par manque de moyens financiers, que des travailleurs, surtout s'ils sont sans formation, ne trouveront jamais d'emploi. Le scandale, c'est que dans une indifférence de plus en plus généralisée, des personnes restent encore soumises à la plus grande précarité sans la moindre perspective d'en sortir. Le scandale, c'est que des gens, de leur vie, ne mettront jamais les pieds dans un musée, un théâtre, une académie ou même un cinéma.

Et comment réagit-on face à ce scandale ? On propose des

<sup>1</sup> I. G. de Kerchove est président du Mouvement ATD Quart Monde en Belgique. Cet article est paru sur le site : <http://www.atd-quartmonde.be/>

mesures au coup par coup qui immanquablement stigmatisent encore davantage les très pauvres parce qu'elles relèvent plus de l'assistance que de la solidarité. On ne propose pas de réformer la solidarité, mais d'étendre l'assistance. On prône l'efficacité économique au détriment de la justice, quitte à distribuer les invendus aux nécessiteux pour en atténuer les effets pervers. On tolère l'inégalité au nom d'un progrès conçu par certains au profit des mêmes qui s'accaparent du festin, en laissant aux démunis les miettes dont ils ne savent que faire.

Les plus vulnérables passent manifestement à travers les mailles distendues de la sécurité sociale mais on n'entend pas resserrer la cohésion d'une société orientée vers le chacun pour soi. Dépendants de l'assistance, ils n'ont plus droit au chapitre comme les autres. Ils ne sont acteurs en rien, ni travailleurs, ni même consommateurs. Leur voix et leur expérience deviennent inaudibles. La société se bâtit sans eux, mais leur absence la rend inhumaine puisqu'elle ne laisse pas de place digne de ce nom aux plus faibles de ses membres. Ne parvenant plus à s'en tirer eux-mêmes et empêtrés dans la précarité, ils sont perçus comme des bouches qu'il faut nourrir ; on en attend finalement plus grand-chose. Ils sont relégués comme des citoyens de seconde zone, n'ayant pas vocation comme tout un chacun de bâtir l'avenir de la société. Véritables verrues, on va essayer de les cacher. Ainsi, en Belgique, mais également ailleurs, plusieurs villes touristiques font la chasse aux mendiants et aux sans-abri qui risquent d'effrayer les touristes. Qui n'est d'ailleurs pas tenté de détourner le regard pour ne pas croiser celui du mendiant qui tend la main à la sortie du métro ?

Soyons clairs : toute mesure populiste visant à institutionnaliser sous une quelconque forme la soupe populaire porte atteinte à la dignité des pauvres et ne peut en aucune manière remplacer les mécanismes de solidarité mis en place par le biais de la sécurité sociale et notamment du CPAS<sup>2</sup> qui en est un des piliers. Il y a d'abord lieu de s'interroger sur la faillite de ces mécanismes et de les renforcer. Il y a d'abord lieu de donner aux CPAS les moyens de réaliser leur mission de « permettre à chacun de mener une vie conforme à la dignité humaine ». Ce n'est pas qu'une affaire des responsables politiques, c'est un engagement de tous et un choix de société rendu urgent par la crise. La responsabilité du changement n'incombe pas seulement à un parti politique, mais à toute la population : acceptons-nous de vivre plus simplement pour que d'autres puissent simplement vivre ? ■

2. Centre public d'aide sociale.